

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KNDS Ammo France

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20260106

Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement KNDS Ammo France implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNDS Ammo France
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société KNDS AMMO FRANCE a pour activité la fabrication de munitions. Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers (18). L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

L'inspecteur des installations classées s'est rendu dans les zones à dépolluer au sein de l'emprise ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Travaux de traitement et de gestion des pollutions	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2	Sans objet
2	Travaux de traitement et de gestion des pollutions	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2	Sans objet
3	Echéance de réalisation des travaux de traitement et de gestion	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3	Sans objet
4	Dossier de récolement	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4	Sans objet
5	Dossier de récolement	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4	Sans objet
6	Dossier de récolement	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 24/10/2023, article 3	Sans objet
8	Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 24/12/2024, article 5	Sans objet
9	Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 5	Sans objet
10	Conservation de la mémoire et restrictions d'usage	AP Complémentaire du 20/10/2021, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux de traitement et de gestion des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Techniques retenues
Prescription contrôlée : La société NEXTER ARROWTECH met en oeuvre les modalités de traitement et de gestions des pollutions identifiées dans les courriers de la société NEXTER du 30 septembre 2020, du 21 mars 2023 et les plans de gestion susvisés. Les zones polluées sont localisées sur le plan annexé au présent arrêté. Zone polluée 2 [...] - COHV dans les sols : excavation et évacuation hors site - Hydrocarbures dans les sols : traitement biologique sur site (biotertre) [...]
Constats : L'inspection des installations classées (l'Inspection) a examiné par échantillonnage les dispositions retenues par l'exploitant pour la zone polluée n°2 - partie polluée par des hydrocarbures. La première partie polluée au COHV avait été réhabilitée par excavation et évacuation hors site en filière spécifique dans le cadre du projet d'aménagement de cette zone (construction d'un bâtiment DOJO) en 2020. Documents consultés: - rapport LB3700027 / 1119330-03 du 6 mai 2025 - Zones 2, 3, 5 et 6 : Note de fin de travaux ; - rapport CESILB200025 / RESILB11509-01 du 31 août 2020 - Zone 2 : Rapport de fin travaux de dépollution de la zone de pollution concentrée aux COHV. <u>Partie polluée par des hydrocarbures</u> Le rapport du 6 mai 2025 mentionne notamment que l'excavation de la zone de pollution concentrée a été évacuée vers le biotertre localisé sur site. Le volume à évacuer était estimé entre 300 et 375 m ³ dans le plan de gestion initial. Au final, le volume terrassé a été de 318 m ³ . <u>Partie polluée par des COHV</u> Le rapport du 31 août 2020 mentionne notamment que la source de pollution aux COHV d'une surface de 135 m ² et d'une profondeur de 1 m a été excavée et éliminée en filière agréée (ORTEC VALORTERRE).

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux de traitement et de gestion des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Mesures de gestion et objectifs de réhabilitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société NEXTER ARROWTECH met en œuvre les modalités de traitement et de gestions des pollutions identifiées dans les courriers de la société NEXTER du 30 septembre 2020, du 21 mars 2023 et les plans de gestion susvisés. Les zones polluées sont localisées sur le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les mesures de gestion et les objectifs de réhabilitation sont :</p> <p>Zone 2. Principaux objectifs de réhabilitation</p> <p>COHV : 2 mg/kgMS</p> <p>Hydrocarbures C10-C40 : 500 mg/kgMS</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées (l'Inspection) a examiné par échantillonnage les dispositions retenues par l'exploitant pour la zone polluée n°2, pour la partie polluée par des hydrocarbures.</p> <p>Documents consultés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport LB3700027 / 1119330-03 du 6 mai 2025 - Zone 2, 3, 5 et 6 : Note de fin de travaux; - rapport CESILB200025 / RESILB11509-01 du 31 août 2020 - Zone 2 : Rapport de fin travaux de dépollution de la zone de pollution concentrée aux COHV. <p><u>Zone polluée aux hydrocarbures</u></p> <p>Les résultats d'analyses des bords (4 points) et fonds de fouille (2 points) montrent le respect de l'objectif de réhabilitation sur 5 points (<20 mg/kgMS). En revanche la valeur obtenue sur l'un des bords de fouille (FL-004) est de 1500 mg/kgMS.</p> <p>Ce bord de fouille n'a pas pu être repris à cause des limites techniques liées à la présence d'une conduite de gaz et la banquette de soutènement d'un bâtiment.</p> <p>L'exploitant a ainsi mis à jour le schéma conceptuel et l'analyse de risque résiduel de la zone polluée n°2, notamment en prenant en compte les fractions volatiles de la pollution en hydrocarbures qui n'a pu être retirée. L'exploitant conclut à un niveau de risque individuel (3,7.10⁻⁷) et à un quotient de danger (0,24) acceptables.</p> <p><u>Zone polluée aux COHV</u></p> <p>Les analyses de réception des travaux de dépollution montrent le respect des objectifs sur tous les points (4 mesures en bord de fouille et 6 mesures en fond de fouille).</p> <p><u>Constat</u></p> <p>Pour la zone polluée aux hydrocarbures, l'exploitant a justifié de l'impossibilité technique d'atteindre l'objectif de dépollution en tous points. Il a justifié de l'acceptabilité du maintien</p>

<p>d'une pollution résiduelle au moyen d'une analyse de risque. Pour la zone polluée aux COHV, les objectifs de dépollution sont atteints en tout point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Echéance de réalisation des travaux de traitement et de gestion

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Echéance de réalisation des travaux de traitement et de gestion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de traitement et de gestion des pollutions sont achevés au plus tard au 31 décembre 2024. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Document consulté : courrier du 2 juin 2025 au préfet du Cher Le courrier mentionne que les travaux de traitement et de gestion des pollutions sont finalisés au 31 décembre 2024. Le PV de réception des travaux a été signé le 12 décembre 2024. L'inspection des installations classées se rend sur plusieurs zones ayant fait l'objet de travaux (zones 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10). Aucune zone n'est en travaux. En particulier pour la zone 2 (zones polluées aux hydrocarbures et aux COHV), l'inspection constate que la zone est dans l'état décrit dans les rapports de fin de travaux déjà mentionné aux points de contrôle précédents. L'inspection des installations classées constate la présence d'un andin de terre à proximité de la zone polluée 6. L'exploitant précise qu'il s'agit des terres du biotertre désormais dépolluées selon les objectifs du plan de gestion et que ces terres doivent être réutilisées dans le cadre de travaux programmés sur le site (notamment pour constituer des merlons de protection).</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dossier de récolement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Constitution du dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] À l'issue des travaux de traitement et de gestion des pollutions de chacune des zones polluées, l'exploitant constitue un dossier de récolement comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de fin de travaux, élaboré par l'entreprise en charge des travaux de réhabilitation ; il détaille l'ensemble des opérations réalisées, fournit tous les justificatifs réglementaires des filières de gestion des matériaux et déchets du chantier (terres polluées, effluents, éventuels matériaux amiantés, ferrailles...) ; il comprend a minima : <ul style="list-style-type: none"> o les comptes rendus de chantier, o les bordereaux de suivi des déchets (BSD), o les bordereaux d'analyses, o un dossier photographique,

o les procédures d'exécution,
o les procédures qualité,
o un plan de récolement de la zone ayant fait l'objet de travaux ;
[...]

Constats :

Documents consultés:

- rapport LB3700027 / 1119330-03 du 6 mai 2025 - Zone 2, 3, 5 et 6 : Note de fin de travaux;
- rapport CESILB200025 / RESILB11509-01 du 31 août 2020 - Zone 2 : Rapport de fin travaux ; de dépollution de la zone de pollution concentrée aux COHV.

Le rapport du 6 mai 2025 comporte notamment les items suivants:

- présentation des zones étudiées ;
- données disponibles sur l'état des milieux avant les travaux ;
- objectifs des travaux ;
- description des travaux ; spécifiquement pour la zone 2 :
 - déroulement des travaux d'excavation
 - bilan matière
 - réception
 - remise en état
- traitement biologique aérobie sur site - biotertre
- gestion des déchets
- mise à jour de l'analyse des risques résiduels (voir point de contrôle suivant)

Le dossier des ouvrages exécutés est, en particulier, annexé à la note de fin de travaux (DOE KNDS Ammo France - Zones 2, 3, 5 et 6 : Travaux de réhabilitation - Version 4).

Le rapport du 31 août 2020 comporte les items suivants:

- descriptif de la zone des travaux et objectifs ;
- déroulement des travaux ;
- méthodologie ;
- exécution (phase préparatoire, phase de terrassement et d'évacuation des terres polluées, récapitulatif des quantités de terres évacuées, qualité environnementale des remblais) ;
Le rapport de fin de travaux (rapport U1 20 0080 d'août 2020 de la société SUEZ), correspondant à un DOE, y est annexé.

Pour la partie de la zone 2 polluée par des hydrocarbures, l'inspection des installations classées constate que la note de fin de travaux:

- ne comprend pas de comptes rendus de chantier ; les comptes rendus de chantier numérotés de 18 (daté du 26 juillet 2023) à 25 (daté du 27 septembre 2023) portant notamment sur les travaux de la zone polluée n°2 ont cependant été transmis sur simple demande de l'Inspection ;
- ne compte pas de bordereaux de suivi des déchets (BSD) ; l'exploitant indique que les terres polluées par des hydrocarbures ont été traitées sur le site (biotertre) ;
- contient des accusés de réception de déchets d'enrobés (79,8 tonnes mentionnés dans le DOE),

joints en annexe du DOE ;

- présente les relevés topographiques de la fouille de la zone 2 (partie polluée par des hydrocarbures) - déblais de 318 m³ (annexe 6 figure 1) ;
- comprend le plan de localisation des prélèvements (annexe 7 figure 3), un tableau de synthèse des analyses (4 analyses de réception de bords de fouille et 2 analyses de réception de fonds de fouille) et les bordereaux associés relatifs à la réception des travaux ;
- compte des plans de géolocalisation des réseaux (relevés de la société GEOSTAT) ; le plan associé à la zone 2 peut être retrouvé au moyen des coordonnées planimétriques ;
- présente un dossier photographique (tableau 5) ;
- présente le plan d'assurance de la qualité mis en œuvre dans le cadre du projet et liste les procédures validées pour encadrer les différentes opérations du chantier (Page 16 du DOE annexé à la note de fin de travaux).

Pour la partie de la zone 2 polluée par des COHV, l'inspection des installations classées constate que la note de fin de travaux :

- ne comprend pas les comptes rendus de chantier ; les comptes rendus de chantier numérotés de 1 (daté du 17 juin 2020) à 4 (daté du 6 juillet 2020) portant sur les travaux de la zone polluée n°2 ont cependant été transmis sur simple demande de l'Inspection ;
- comporte les bordereaux de suivi des déchets (BSD),
- joint les rapports d'analyses,
- présente un dossier photographique,
- présente les procédures d'exécution,
- indique que la société SUEZ bénéficie d'une certification de service des prestataires dans le domaine des sites et sols pollués (étude, assistance et contrôles / ingénierie des travaux de réhabilitation / exécution des travaux de réhabilitation) basée sur un système qualité ISO 9001 ;
- comporte un plan de la zone ayant fait l'objet de travaux.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur les dossiers de récolement transmis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dossier de récolement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4

Thème(s) : Autre, Validation des travaux

Prescription contrôlée :

[...]

Le dossier de récolement est soumis à l'approbation du maître d'œuvre ou de l'assistant à maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage.

[...]

Constats :

Document consulté : rapport LB3700027 / 1119330-03 du 6 mai 2025 - Zone 2, 3, 5 et 6 : Note de

<p>fin de travaux.</p> <p>Le document consulté mentionne que la société GINGER BURGEAP assure la maîtrise d'œuvre dans la phase des travaux et l'assistance aux opérations de réception. La société NEXTER (devenue KNDS AMMO FRANCE) assure la maîtrise d'ouvrage. La société SARPI REMEDIATION a réalisé les travaux.</p> <p>Le procès verbal de réception des travaux (comprenant la zone 2) est joint en annexe 15 du DOE. Il est daté du 6 décembre 2024 et est visé par l'entreprise de travaux, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dossier de récolement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 4
Thème(s) : Autre, Bilan des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un bilan des travaux de traitement et de gestion, synthétisant les dossiers de récolement de chacune des zones polluées est établi et transmis au préfet dans un délai n'excédant pas six mois à compter de la fin des travaux menés en application du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis au préfet du Cher une synthèse des travaux réalisés pour les zones polluées visées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/10/2021.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/10/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre une surveillance a minima bi-annuelle (...) de la qualité des eaux souterraines dans les piézomètres et les puits identifiés sur le plan annexé au présent arrêté.</p>
Constats :

Documents consultés :

- Rapport GINGER BURGEAP du 8 septembre 2025 (Réf : SSLB.P0026 - R.01 - KNDS LCH - SUIVI - v03) relatif à la campagne de mars 2025 (hautes eaux) ;
- Rapport GINGER BURGEAP du 5 décembre 2025 (Réf : SSLB.P0026 - R.02 - KNDS LCH - SUIVI octobre 2025 - v01) relatif à la campagne de septembre/octobre 2025 (basses eaux) ;
- Bilan quadriennal de la qualité des eaux souterraines. Période 2021-2025. Rapport Réf : SSLB.P0026 - R.03 - KNDS LCH - Bilan Quadriennal - v02 du 29 janvier 2026.

L'examen des documents ci-dessus montre que l'exploitant met en œuvre une surveillance bi-annuelle de la qualité des eaux souterraines.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures à réaliser

Prescription contrôlée :

Les mesures à réaliser concernent les paramètres et substances suivants :

- pH ;
- conductivité ;
- oxygène dissous ;
- 12 métaux et métalloïdes ;
- composés organiques halogénés volatils (COHV) ;
- hydrocarbures C6-C40 ;
- HAP ;
- BTEX ;
- composés explosifs (20 composés) ;
- formiate, formaldéhyde, nitrates, nitrites, oxyde nitreux.

Constats :

Documents consultés

- Rapport GINGER BURGEAP du 8 septembre 2025 (Réf : SSLB.P0026 - R.01 - KNDS LCH - SUIVI - v03) relatif à la campagne de mars 2025 (hautes eaux) ;
- Rapport GINGER BURGEAP du 5 décembre 2025 (Réf : SSLB.P0026 - R.02 - KNDS LCH - SUIVI octobre 2025 - v01) relatif à la campagne de septembre/octobre 2025 (basses eaux) ;
- Bilan quadriennal de la qualité des eaux souterraines. Période 2021-2025. Rapport Réf : SSLB.P0026 - R.03 - KNDS LCH - Bilan Quadriennal - v02 du 29 janvier 2026 ;
- Courrier du 10 février 2026 de l'exploitant au préfet relatif à l'adaptation du suivi de la qualité des eaux souterraines.

La mesure des paramètres et substances requises par l'arrêté préfectoral est réalisée à l'exception de :

- formiate, formaldéhyde, nitrates, nitrites, oxyde nitreux (non analysé).

Le mercure (Hg) n'est pas mentionné dans les tableaux de synthèse mais il figure dans les fiches d'analyse.

Constat : l'exploitant ne suit pas tous les paramètres requis par l'arrêté préfectoral complémentaire.

Cependant, dans son courrier du 10 février 2026, l'exploitant indique que les paramètres formiate, formaldéhyde, nitrates, nitrites, oxyde nitreux sont en rapport avec la solution de traitement par hydrolyse alcaline des terres impactées par des composés explosifs et précise que les résultats des suivis des travaux réalisés sur le site n'ont pas rendu nécessaire de réaliser le suivi de ces composés dans les eaux souterraines, en particulier :

- les concentrations en composés azotés dans les sols ont permis de confirmer la dégradation alcaline des composés énergétiques mais ne justifient pas un suivi dans les eaux souterraines ;
- le formiate est un composé biodégradable qui ne pose pas de problème environnemental ;
- le formaldéhyde est un composé instable présent sous forme gazeuse.

L'Inspection prend note de ces explications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal

Prescription contrôlée :

[...] Un bilan quadriennal de la qualité des eaux souterraines est transmis au préfet.

Constats :

Par courrier du 10 février 2026 au préfet du Cher, l'exploitant a transmis le bilan quadriennal de suivi de la qualité des eaux souterraines couvrant la période 2021-2025 (Rapport Réf : SSLB.P0026 - R.03 - KNDS LCH - Bilan Quadriennal - v02 du 29 janvier 2026). L'exploitant y propose une adaptation de la surveillance sur une nouvelle période de 4 années. Cette demande est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conservation de la mémoire et restrictions d'usage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Conservation de la mémoire et restrictions d'usage

Prescription contrôlée :

A l'issue des travaux de traitement et de gestion des pollutions, l'exploitant définit les restrictions d'usage à mettre en œuvre pour les sols et les eaux souterraines, sur son site et en dehors de celui-ci, afin de garantir que les pollutions résiduelles ne génèrent pas de risque. Le dossier de restrictions d'usage comprendra a minima un plan parcellaire délimitant les zones concernées par

la présence de pollutions résiduelles, ainsi que l'énoncé des restrictions d'usage à instaurer sur chacune de ces zones. Le dossier de restriction d'usage sera remis au préfet dans les 6 mois suivant la transmission à l'exploitant du constat du procès-verbal de réalisation des travaux prévu à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les restrictions d'usage proposées pourront prendre la forme de servitudes d'utilité publiques, tel que le prévoit l'article L.515-12 du code de l'environnement.

Constats :

Document consulté : dossier de restriction d'usage - rapport LB3700027- P0011 / P0011-R1- v03 du 17 décembre 2025.

L'exploitant rappelle que l'état des travaux de réhabilitation correspond à un usage industriel et d'entretien des espaces verts (au droit de la réserve foncière).

Pour chacune des zones ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation l'exploitant a défini des prescriptions d'usage ainsi que des prescriptions liées au réemploi des terres traitées dans le bioterre (38 prescriptions au total).

Le dossier comprend un plan parcellaire (annexe 1).

L'exploitant prévoit une information en cas de mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire) ou en cas de mutation.

L'exploitant prévoit de s'appuyer sur ce document d'évolution des activités sur le site. Il ne prévoit pas de demander l'instauration de servitudes d'utilités publiques ou d'un autre outil de conservation de la mémoire.

L'Inspection indique que les travaux feront l'objet d'une fiche dans la base de données INFOSOLS (ex BASOL).

Ces dispositions n'appellent pas de commentaire de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite